



Graffiti et street art : *du vandale au vendu ?*

Quand les aérosols décorent le capitalisme.

Salut.

Au départ de cette brochure, il y avait un texte, intitulé « graffeurs, du vandale au vendu », écrit en 2008 à Grenoble. Il critiquait le travail de « décoration » de la ville effectué par certains graffeurs à la demande de la mairie, d'institutions ou d'entreprises. Rédigé comme un coup de gueule, il a donné lieu à une espèce de veille d'informations autour du sujet, et finalement à une réflexion plus poussée et plus étendue sur le rôle de l'art et de la culture dans la transformation des villes.

En prenant connaissance des textes qui suivent, je me suis dit qu'une version augmentée de la brochure de 2008, qui montrerait que l'on a bien affaire à un phénomène politique, réfléchi et global, pourrait intéresser du monde, en particulier celles et ceux qui sont sensibles aux sujets comme l'urbanisme, l'art et les modes d'expression « alternatifs ». Toi, peut-être ?

Alors les textes qui suivent ont été glanés un peu au hasard, sur internet ou au fil de rencontres et discussions déclenchées par le premier texte (que je republie ici, des fois que...), mais j'imagine que les exemples sont légion, et que chaque ville dans le monde pourrait fournir son lot d'histoires irritantes. D'ailleurs, si tu as des textes dans le même goût, des infos à partager, une histoire croustillante sur ta ville, ça m'intéresse !

Le propos général de cette compile d'articles est de montrer que le graffiti légal, de commande, policé pour rentrer dans les cadres des institutions, sous couvert de citoyennisme artistique, participe pleinement au maintien de l'ordre et à la création de villes-spectacles qui voudraient ignorer les questions politiques de fond. Deux faces d'une même pièce. *Côté pile*, acceptation voire promotion d'un certain type de créations, faites d'une certaine manière, à certains endroits, avec un certain contenu. *Côté face*, rationalisation de l'espace, surveillance généralisée, bétonnage et répression.

A mon sens, le côté pile, en se cantonnant dans l'*esthétique*, ne fait que *décorer* le côté face, ce qui est, pour rester poli, passablement énervant.

Aller, bonne lecture ! Et puis, la théorie oui, la pratique aussi : les murs mornes sont partout, à nous de jouer !

à Grenoble

CH2 croque-mort artistique :

le graff se vend au Parc Mistral.

Dans l'organe de propagande de la mairie de Grenoble (même pas foutu d'être en papier recyclé, je m'en suis aperçu aux flammes bleues) j'ai trouvé un article (« portrait ») sur les peintres officiels des palissades du Parc Mistral¹. Les joyeux lurons comme dit l'article (qui s'expédie eux-mêmes et sans s'en rendre compte dans l'immense cimetière des figures bouffonnes que le peuple réclame) clament que « le fait de travailler sur ce type de support, de manière légale, permet de faire reconnaître le graffiti comme expression artistique, et non comme du vandalisme ».

A priori, c'est l'asso CH2 qui a glané le marché (www.ch2.fr) mais elle n'est même pas citée dans l'article. Quoi qu'il en soit, j'espère que, comme dans le fantôme de Baskerville d'Oscar Wilde, les tâches de sang qui giclèrent sous les matraques des forces de l'Ordre lors de l'occupation du parc réapparaîtront sans relâche sur ce que Nesta, Impact, Korem et autres emballeurs-cadeau de la vindicte sociale appellent le graffiti et qui pour le coup, s'apparente bien plus à la dorure, au damasquin et au vernis. Si tu es courageux, CH2, avec ta thune invite-nous au vernissage de ton travail de nervi. Et si tu as de la suite dans les idées, décorateur officiel, console-toi de la chute du mur de Berlin et de la superbe affaire que tu aurais pu réaliser si tu étais né plus tôt : il reste encore dans ce bas monde quelques grandes palissades à décorer, en Palestine par exemple, tu sais ce grand mur fait exprès pour que tu t'exprimes, et puis il reste encore quelques marchés à s'octroyer avec entre autres les murs d'enceintes des prisons où se retrouveront tes anciens copains graffeurs sauvages qui, à l'opposé de toi, ne monnayeront jamais leur art.

Richbool

Texte trouvé sur Indymedia Grenoble, février 2005.

¹ Pour plus de précisions sur la lutte du Parc Mistral, voir plus loin, dans le texte « graffeurs, du vandale au vendu ».

Du graffiti rebelle, no pasaran...

Les 7e rencontres hip-hop Total Session ont eu lieu à Grenoble le week-end du 24 septembre. Toutes les disciplines y étaient représentées avec quand même une place de choix pour la danse. Pour le graffiti, l'une des 3 principales disciplines du Hip-hop (avec la danse et le rap), les choses se passaient dans 3 lieux : l'ex Mandrak bientôt détruit (site Bouchayer-Viallet), la voie 90 et le Prisme de Seyssin où des performances étaient prévues avant que la pluie ne gâche la fête. Nikodem ("artiste pro et émérite" d'après le Petit Bulletin daté du 21 septembre) était le responsable de la partie graffiti. Les fresques ont été réalisées par plus d'une vingtaine de graffeurs venus des 4 coins de la France. Si je vous parle de graffiti, après vous avoir présenté le contexte, c'est parce que c'est une forme d'expression qui me tient particulièrement à cœur. Mais je crois que je ne partage pas la vision du graffiti qu'ont aujourd'hui beaucoup de graffeurs, à commencer par Nikodem. Ce dernier nous prévient, toujours dans le Petit Bulletin, que les fresques se feront sur "des murs autorisés, ce ne sera pas dans un esprit rebelle, no pasaran". Fallait-il nous rassurer sur l'aspect légal d'un événement comme Total Session ? Ou alors s'agissait-il pour Nikodem de rappeler à tous les lecteurs du PB que les graffeurs s'intéressent tous au "graphisme", à "l'illustration", "au dessin", et plus du tout à salir les murs de nos charmantes villes bétonnées, aseptisées, contrôlées ? En effet, le « bon » graffiti a évolué, il s'est institutionnalisé, il a été reconnu. Il s'apprécie aujourd'hui dans les galeries parisiennes les plus branchées, dans des magazines d'art urbain ou au travers des travaux d'ex graffeurs-taggeurs reconvertis dans le graphisme et le graffiti de commande. Dans ces cercles de gens biens, plus personne ne songerait aujourd'hui à défendre les valeurs subversives du graffiti révolté des origines, hormis peut être pour briller en société. Moi pourtant je pense encore aux premiers taggeurs qui marquaient leur passage dans les rues des quartiers trashed de la grosse pomme (NYC) à la fin des années 60. Je pense aussi aux premiers "tappeurs" de métro qui décoraient les rames du métro new-yorkais, échappant à la vigilance des vigiles. Je pense aux premiers graffeurs-taggeurs parisiens des années 80. Je pense aux sales gosses, Oeno, Gary et consorts qui scandalisèrent la France en 91 en relookant intégralement la station Louvre-Rivoli. L'affront de l'art illégitime fait aux symboles de l'art académique. Je pense aussi à tous ceux qui ont fait de la prison (ou qui y sont encore) et qui sont morts en pratiquant le graffiti. Certes "l'esprit rebelle no pasaran" est peut être loin derrière eux et nous. N'en déplaisent à certains, des graffeurs continuent à s'acharner sur nos villes, trains, métro, malgré la prolifération de moyens de contrôle et de répression toujours plus puissants. Les vandales, graffiti-addict inscrivent rarement leur pratique dans une approche politique globale et cohérente. Il demeure que "leur" graffiti a le mérite de faire vivre un esprit moins complaisant avec l'ordre établi. Je n'ai bien entendu ni envie de devoir me cantonner à un non choix entre vandales décerclés et "jeveuxêtre" artiste. J'ai juste envie de revisiter la culture Hip-hop. Celle de l'époque où le rap n'avait pas encore été aspiré et colonisé par l'argent et Skyrock et où les petits-bourgeois n'avaient pas réussi à enfermer le graffiti dans les galeries. Une culture résolument populaire, expression d'un sous prolétariat urbain à qui l'existence sociale est niée et qui se réapproprie le langage et la ville en imposant effrontément sa présence aux classes dominantes. Les graffeurs devront questionner le sens de leurs pratiques. Autrement tant pis. De toute façon le graffiti est déjà mort.

Texte trouvé sur Indymedia Grenoble, octobre 2005.

Bonus : en allant sur internet sur la page suivante, vous verrez Nikodem assurer la déco d'un meeting du Parti Socialiste. www.ina.fr/politique/partis-politiques/video/CAB00060319/grenoble-congres-du-parti-socialiste.fr.htm

Graffeurs : du vandale au vendu,

ou l'impossible dimension subversive de l'art, chapitre 743.

Que les choses soient claires dès le début : non je ne graffe pas, ne tague pas, et oui, je vais me permettre de critiquer certains graffeurs. Il ne s'agit pas ici de critique d'art appréciant les qualités esthétiques de tel ou tel crew. Nan. Ce texte est plutôt un coup de gueule face au développement d'un graff que l'on peut au bas mot qualifier de « marchand ». Alors oui, c'est l'éternelle histoire de la récupération et de l'institutionnalisation, qui semble ronger tout ce qui me tient à cœur. Celle qui transforme le rock en « musique actuelle », celle qui voudrait nous faire croire que le punk est un « style », celle qui se sert de mai 68 pour vendre. Celle enfin qui fait du rap et du mouvement hip hop dans sa globalité une vaste foire à la bouffonnerie. Celle-là, oui. Alors allons-y, ressortons les vieilles ficelles du débat contradictoire. Vous me direz : « mais enfin, le hip hop n'a jamais été porteur d'un message politique radical. » Certes, « peace, love and having fun » ne sonne pas vraiment émeutier. Ce texte n'est pas l'endroit pour bavarder autour de ça, et de toutes façons, après avoir eu des milliers de fois cette discussion, je ne pense sincèrement pas qu'il y ait de réponse définitive. Je n'ai pas envie de faire l'historien érudit du hip hop, je n'en ai pas la prétention. Disons simplement qu'au départ, si dimension politique il y avait à ce mouvement, elle n'était pas revendiquée comme telle mais intrinsèque, puisque portée par une classe sociale opprimée. En revanche une chose est sûre : avec l'institutionnalisation du mouvement, de nombreux connards ont trouvé un moyen cool et branché de se faire plus ou moins de thunes. C'est le cas de Skyrock comme de celui de ces troupes de tagueurs et/ou graffeurs, qui, après avoir tâté du fatcap de façon illégale dans la rue, se mettent joyeusement au service d'un magasin, de la ville, de l'Etat. Ces deux activités se mènent même parfois en parallèle : gentil peintre citoyen le jour, horrible tagueur vandale la nuit. Mouais. Toujours est-il que certains d'entre eux se sont transformés en fiers guerriers du capitalisme, se trimballant de boutique en mairie avec leurs feuilles de tarifs et leurs plaquettes de pub. Je propose ici deux exemples grenoblois de fossoyeurs de l'aérosol libre.

CH2 : le graff comme marchandise au service du pouvoir

Pour celles et ceux qui s'intéressent un temps soit peu au hip hop sur Grenoble, impossible de passer à côté du collectif CH2. Ils organisent des battles de danse, des concerts de rap, des réalisations de fresques, et en général ils font plutôt les choses en grand. On peut se demander comment ils font pour imprimer d'aussi grandes et belles affiches, hein, autrement dit, ils les sortent d'où leurs thunes ? Un début de réponse sur leur site internet, dans la partie « expression libre » (ahah, vous allez comprendre après pourquoi je ris jaune), où le graffeur apprenti responsable marketing découvre la dure loi du marché... pour mieux s'y conformer (c'est moi qui met en italique les mots les plus abominables) :

« Le graff connaît aujourd'hui enfin un semblant de reconnaissance. L'augmentation du marché des commandes, décorations et autres ateliers jeunes en est la preuve, mais surtout l'accès au marché de l'art de certains de ces protagonistes permet une ouverture des citoyens avisés sur cette forme d'art. Toutefois cette reconnaissance et souvent liée à l'adaptation des artistes aux exigences du marché. »

Ouf. Bah dites donc, on n'y va pas par quatre chemins. On se croirait dans un amphithéâtre de l'école supérieure de commerce. Dans l'extrait qui suit, on a même l'impression de nager en

plein film d'entreprise :

« L'objectif de CH2 est aussi de permettre aux gens de découvrir le graff sous un autre jour, *sans compromis*. C'est pourquoi il est, aujourd'hui plus que jamais, nécessaire de permettre aux artistes de peindre ailleurs que dans des endroits inaccessibles, insalubres et souvent dangereux [ndr : oh, les pauvres petits, il paraît même qu'il y en a qui tombent malades à force de sortir la nuit sans s'être assez habillés]. Notre objectif est donc d'obtenir, de la part de privés ou d'institutions, l'autorisation de réaliser des fresques sur des murs visibles de tous. Ainsi des artistes graffeurs, professionnels ou amateurs, pourront mettre un peu de couleurs dans nos villes et donner à voir *la véritable capacité créatrice* du mouvement graffiti. Si vous êtes intéressés pour nous accompagner dans cette démarche alors n'hésitez pas à prendre contact avec nous... »

Générique, applaudissements. Au secours. Dans ce cadre, nos ennemis du CH2 n'hésitent pas à devenir « partenaire » avec un max d'institutions – vous savez, comme quand le medef et les syndicats se disent « partenaires sociaux » -, celles-là même qui se répandent à longueur de journaux de propagande sur l'aspect horrible du tag et le coût du nettoyage. A ce titre, il paraît que 400 000 euros sont consacrés par an à greuhville au nettoyage de ces coups de bombes ou marqueurs qui, c'est bien connu, nous pourrissent bien plus la vie que ces bataillons d'uniformes qui nous surveillent ou que ces dizaines d'usines mortifères qui entourent la ville. Au fait, 400 000 euros, ça fait combien de repas gratos ? Avec petits fours et champagne comme à la mairie, pas tant que ça, il est vrai... On pourrait partir ici sur un autre thème : à qui ça sert de dissocier graff et tag, gentils graffeurs légaux et méchant tagueurs délinquants, ou encore gentils manifestants et méchants casseurs ? La réponse se cache peut-être quelque-part dans un couloir de l'Elysée, à moins que ce ne soit dans le coffre fort d'un compte en Suisse. En tous cas, ça ne pose aucun problème aux VRP du CH2 d'être copains avec « Ville de Grenoble, Conseil Général de l'Isère, Région Rhône Alpes, Direction Départementale Jeunesse et Sports, La Métro. »

Il semble que toute cette mascarade soit en fait liée à une idée bien saugrenue : les graffeurs seraient en fait des *artistes*. Ooouuh, le gros mot. Non que je ne reconnaisse pas le talent de certains d'entre eux, loin de là, mais pétard, pourquoi avez-vous eu besoin de ramener le cadavre puant de l'art là-dedans ? C'était pour avoir l'air *légitime*, c'est ça ? Ou même pire, *crédible*. L'artiste et son statut moisi ont toujours été au service du pouvoir. Ce rôle social, qui est apparu et s'est développé quasiment en même temps que le capitalisme, est toujours adoubé par la culture bourgeoise. L'artiste, souvent considéré comme une personne « à part », ne fait en fait que fournir des marchandises supplémentaires à ce monde déjà saturé de merdes. A partir du moment où tu te définis comme artiste, c'est que tu acceptes une certaine forme d'expression qui, même si elle fait trembler le bobo le temps d'un vernissage ou d'un concert, ne fait finalement qu'asseoir l'ordre établi. Ne parlons pas des artistes « contestataires » ou « avant-gardistes » : sous couvert de protestation, soit-elle symbolique, ils s'embourbent dans la représentation monnayée de la colère quand les vrais énervés finissent en garde-à-vue. « L'artiste, en raison de sa position sociale, est incapable de remettre en question le monde dont il est issu et qui le légitime. » L'artiste c'est la soupape, et les soupapes elles me font chier, à empêcher que ça pète.

On a un peu la même ritournelle dans le domaine de la musique, où les armées d'ados formant des groupes (de rock, de rap, ou plus dramatiquement de ska) sont enfournés par pelletés entières dans des locaux de répète labellisés, suivis par des formateurs, sensibilisés aux droits d'auteurs et à la gestion de l'œuvre phonographique, jusqu'à arriver à leur faire avouer qu'ils veulent et peuvent devenir *artistes*. Les méthodes des jeunesses hitlériennes à l'heure de la Star Academy. C'est moche. Au CH2, devenir un professionnel, c'est... une profession de foi :

« Ainsi nous permettons aux artistes graffeurs de passer du statut d'amateur à celui de professionnel en vivant de leur passion. » Hé oui, parce que le but c'est bien de « vivre » de ça. Ici « vivre » voulant dire « palper assez de sous pour continuer à consommer ».

Mais le coup d'éclat (ou le coup de poignard dans le dos du mouvement social) du collectif est encore plus énorme : laissez-moi vous conter l'histoire de l'épisode de la palissade du stade. En 2001, la ville de Grenoble (comprendre « une poignée de technocrates retranchés derrière leurs bureaux ») décide la construction d'un grand stade de foot de 20 000 places pour accueillir les matchs d'une équipe faiblarde qui ramène en moyenne 5000 spectateurs. Pourquoi ? Si je vous réponds « ça fait marcher le commerce », vous ne me prendrez pas pour un fieffé populiste, j'espère. Le machin énorme sera construit à la place d'un ancien stade, mais le chantier nécessitera de couper une partie des arbres du parc Paul Mistral. Quand les travaux commencent, trois personnes montent dans des arbres menacés. Elles sont bientôt rejointes par plusieurs autres gens, jusqu'à former un véritable petit village dans les arbres, qui va stopper les travaux pendant plus de trois mois et gagner la sympathie de nombreux habitants de la ville. Au mois de février 2004, cette opposition va être giclée à coups de matraques et de lacrymos et une palissade est construite pour protéger le chantier. Celle-ci est rapidement recouverte de tags et slogans « politiques » critiquant le stade, la police, le pouvoir. Hé bien devinez à qui l'on fait appel pour recouvrir ces immondes ? Vos humbles peintres officiels du parti du CH2, bien évidemment. En quelques jours, ils repassent les cris de colère peints sur ce petit mur de Berlin du 3.8. et apposent leur vernis citoyen à coups de dessins aussi niais qu'odieux. Ils poussent même le vice jusqu'à peindre des cabanes dans les arbres. Du côté des manifestants s'étant frottés avec les keufs, ça fait moyennement rire et un tag « graffeurs vendus » vient habilement souiller cette fresque hideuse². Concernant cette palissade, un membre du collectif CH2 aurait à l'époque déclaré avoir laissé quelques centimètres carrés de blanc dans la fresque pour que des slogans puissent encore être inscrits... Y'a des claques qui se perdent, mais qui pourraient bien finir par retrouver leur chemin.

Nessé, du tag vandale à l'illustration cul-cul au service de l'Etat

Dans les horribles torchons de la mairie ou du daubé, on peut maintenant écrire le vrai nom de Nessé, et ne pas se contenter de son blase. En effet, ce cher Jérôme Favre peut aujourd'hui se targuer de faire couler beaucoup d'encre dans les publications citoyennes de la ville. Mais qui es-tu Jérôme ? Membre, lui aussi (décidemment) du collectif CH2, il fait ses premières armes sur les murs en tant que tagueur vandale. Il serait même l'un des précurseurs du tag sur Grenoble, dès 1989 et aurait été le premier à se faire plaisir sur les quais de l'Isère ainsi que sur les murs de la ville. Mais cette époque est maintenant révolue. Aujourd'hui, « Nessé ne revendique pas de place dans la famille des tagueurs-graiffeurs et souligne que "la bombe est devenue (pour lui) un outil très minoritaire". C'est simplement qu'il trace un autre chemin, différent de celui pratiqué par la communauté tag et graff. Nessé propose des fresques aux communes et répond aux appels d'offres. » Parcs, écoles, gymnases, rideaux de fer... On imagine la pile de CV qu'il doit envoyer pour décrocher autant de « contrats », puisque c'est bien de cela qu'il s'agit. Du travail.

Il se définit alors, selon ses humeurs, comme « peintre muraliste », « ambianqueur mural », « artiste indépendant » ou encore « référents au sein d'une association encadrant des

² Pour des lectures plus complètes sur la lutte contre le stade et son monde, chopper ces brochures : *Récits et analyses de l'occupation du par Paul Mistral* et *Le stade des alpes n'aura pas lieu*.

ateliers avec des jeunes ». Diplômé de l'École d'Architecture de Grenoble, ce qui lui a « permis d'avoir des contacts dans le « milieu du bâtiment » et de monter des projets communs avec les agences d'urbanisme et d'architecture », Jérôme n'hésite pas à briguer allègrement l'argent public et la bénédiction des collectivités territoriales, donc de l'Etat, lui qui a pourtant commencé par être classé dans la catégorie « méchant délinquant ». Et si le crime ne paie plus, l'Etat oui. La fresque réalisée par notre ami sur l'école Anthoard, dans le quartier Saint Bruno, a coûté 18000 euros, payés par la ville et le Syndicat Mixte des Transports en Commun (qui s'occupe entre autres de la gestion des Transports de l'Agglomération Grenobloise, ou... TAG !). Ça fait beaucoup de pots de peinture, à moins que le salaire horaire de Jérôme ne soit directement calqué sur les barèmes du MEDEF ? Ainsi, pour les murs du marché de l'estacade, qui sont en fait le pont de la ligne de chemin de fer qui traverse la ville, Jérôme Nessé cherche des fonds pour assurer son salaire, car, la fresque étant immense, la ville ne peut pas tout payer (c'est vrai, quoi, la cérémonie stalinienne de commémoration des Jeux Olympiques a coûté 300 000 euros, ça fait quand même un sacré coup dans le budget « endormons le citoyen à coup de culture »). La SNCF peut-elle être raquer, non ? Après tout, maintenant que tu as gentiment arrêté de peindre le long des voies la nuit, ils te doivent bien une petite récompense. Que l'on soit bien clair. Je ne critique pas le fait que Nessé prenne la thune de l'Etat ou de la SNCF, moi qui vient de toucher avec émotion mon premier RMI et qui tente de frauder le train chaque fois que c'est possible. Mon problème avec Nessé est qu'il contribue sauvagement à creuser la soi-disant opposition entre tag et graff, lui qui est venu de l'un pour passer à l'autre, comme beaucoup, tout ça pour s'assurer des revenus réguliers. J'aimerais que le programme « tag - graff - fresque sur commande » ne devienne pas un plan de carrière. « C'est mieux que d'aller à l'usine, il est malin et il a bien raison, tout ça n'a rien de politique », me direz-vous (décidément, vous êtes bien impertinent). Pas d'accord. Car dans son style même, Nessé fait de la politique, et de surcroît au service de la paix sociale (ah, et, euh, non, j'aime pas ça, la paix sociale, surtout quand une partie de l'humanité maintient la tête de l'autre plongée dans une grande baignoire de merde).

Au-delà de sa puante démarche commerciale, ses fresques cul-cul suintent la niaiserie d'un monde où tout irait bien, dans la joie et la couleur. Le service « soyez heureux et taisez-vous » de la ville est très content, merci. Si on imagine aisément ses dessins insipides rencontrer un franc succès dans les « résidences troisième âge » où il peint quelques fois, on peut aussi penser que quand notre « artiste » dirige un atelier à la Maison d'Arrêt de Varcès, ça n'est pas pour faire peindre une scène de mutinerie aux taulards. En fermant les yeux, je vois plutôt quelque chose du style « le gentil maton enferme le prisonnier souriant dans sa cellule colorée », car Jérôme sais s'adapter aux commandes, lui pour qui « l'œuvre peinte est un moyen de gommer tout désordre architectural ». [On parlera du rôle des activités socioculturelles en prison une autre fois, ok ?] Ceci dit, dans l'infâme « grenews », énième journal gratuit chapeauté cette fois-ci par le daubé (en entier « Dauphiné Libéré » principal organe de propagande de droite local), Jérôme nous apprend, dans un article racoleusement intitulé « Grenoble sous les bombes », que « le seul aspect commun entre la fresque et le graff en général est l'existence d'un message. Ici, il s'agit de mettre en valeur le marché en allant de la campagne à la ville via la ligne de chemin de fer Veynes-Grenoble, celle qui passe sur le pont. » Diable, Jérôme ! Quel « message » ! Mais c'est la révolution ! Les bobos-éclos-altermondialistes-verts qui envahissent ce marché le weekend doivent adorer une telle verve. Sans vouloir tomber dans l'interprétation biaisée d'un certain Guy Debord, il semble bien que tout ce semblant de discours se justifie dans une dernière déclaration de Nessé : « L'heure venue, les muralistes se lâchent. Couleurs, échelles, échafaudages, nacelles mobiles pour les chantiers les plus impressionnants, cartes météo à jour, tout est près pour un *spectacle*, vivant et en direct ! ». Spectacle : tu l'as dit, bouffi. Tu n'es finalement rien d'autre qu'un illustrateur au service de ce grand mensonge qu'est le discours que le système tient sur lui-même.

En guise de conclusion, le slogan de rigueur : A bas le graffiti spectaculaire-marchand !

On parle donc bien ici de la capacité du système à récupérer tout ce qui pourrait être un minimum, voire un maximum subversif. D'accord, ça on le sait. Là où je me fâche, c'est quand des cohortes entières de mesquins prennent eux-mêmes l'initiative d'aller étouffer le peu de contestation qu'il peut y avoir dans un mouvement, et cela pour quelques euros. Alors ils peuvent bien badigeonner leur mercantilisme avec un discours pseudo artistique, voire pire, citoyen, pour moi ils ne font que s'enfoncer un peu plus. Je crois qu'écrire sur les murs, que ce soit quelques lettres ou des phrases entières, peut être réellement subversif, en particulier dans des villes où l'urbanisme prétend nous *gérer*. Je préférerais toujours un mur recouvert de tags à un mur gris. Réaliser une fresque sur commande c'est faire bien proprement là où on te dit de faire. C'est exactement ce dont les urbanistes rêvent : ici c'est pour consommer, ici c'est pour travailler, là c'est pour s'amuser. Et, tiens, tu vois ce pan de mur, là, et bien je te le laisse gracieusement si tu veux bien m'en faire la fresque la plus *neutre* qui soit. Le tag et le graff sont nés dans la rue, avec des aérosols volés, et pas dans un cabinet d'architecte ou dans une agence de design. Heureusement, face à ceux qui font régner l'ordre – flics, mairie, marchands et graffeurs légalistes main dans la main – il y aura toujours des enrégés pour pourrir l'asepsie ambiante.

Texte publié sur Indymedia Grenoble et collé sur certaines fresques légales de la ville,
juillet 2008.

CH2 : que son âme vendue repose, *que ses fossoyeurs s'insomnisent.*

Le temps passe...

Je me rappelle, c'était en février 2005, et j'avais écrit sur Indymédia un texte assez énervé sur le CH2, collectif Hip-Hop qui se bradait à la mairie de Grenoble en acceptant des chantiers pour le moins complaisants - genre peindre les palissades du Parc Mistral qui servaient à circonscrire le chantier du stade. Folfer, comme dirait Almodovar s'il avait un cheveu sur la langue.

A l'époque, je m'étais fermement branché avec un ou deux membres du collectif. L'argument massue, c'était : *on est obligé de faire ça pour pouvoir crouter et survivre*. Argument usé comme un fond de slob, qui peut éventuellement s'entendre, selon le contexte, mais difficilement compatible avec une culture alerno subversive. Le débat avait d'ailleurs continué sur Indymédia, dans l'article « Graffeurs : du vandale au vendu ».

Et là ? Je vous le donne en mille Emile. Le CH2 est mort !

"(...) CH2 épure ses comptes : "On a licencié, supprimé tous les abonnements, tous les coûts. On allait être en mesure de proposer un budget propre". Sauf que devant la note présentée par l'Urssaf, "impossible à échelonner" et face à l'absence d'une subvention avancée par la Ville de Grenoble, qui pourtant a fait part de son soutien par écrit, le juge a perdu patience. Vendredi 25 septembre, le tribunal de grande instance de Grenoble a liquidé l'association. Et le hip-hop grenoblois est laissé pour compte." Grenews, 26 oct 2009.

Un peu plus loin : *"Eliane Baracetti, adjointe à la Culture de la Ville de Grenoble, commente la fin de CH2 : "Historiquement, c'était une formidable association qui savait parler et transmettre l'ensemble des langages des cultures urbaines. Mais pour nous il fallait comprendre comment s'est créé ce lourd problème de déficit, d'une part, et quels étaient la structure et le projet de l'association d'autre part. Car si la Ville a toujours soutenu CH2, on parlait de l'ancienne formule(...)"* Ah, merci Eliane, de votre éclairage nourri à la danse contemporaine snob et aux projets d'avant-garde pour upper-class. Pour Noël, je vous offre *In-cultures*, de Franck Lepage, il suffit de venir le demander ici, en commentaire.

Moralité de la fable : qui veut manger dans l'assiette du diable a intérêt à avoir peu de scrupule, peu de poil sur les bras et une longue cuillère.

Richbool

Texte trouvé sur Indymedia Grenoble, novembre 2009.

Affichage sauvage

Petit retour sur l'article « Plaidoyer pour l'affichage sauvage » du dernier Postillon. Il m'évoque une anecdote que j'ai eu envie de partager. Nous avons vu fleurir quelques énormes fresques colorées sur les murs de la ville. Elles se sont imposées, insidieusement, dans le paysage urbain, recouvrant des espaces d'expression sauvage, des tags, des graffs, des affiches politiques ou non. Nos murs se sont tus sous les bombes d'une bande de graffeurs (peut-on encore les appeler ainsi ?) payés par la mairie. Car ces peintres ont bel et bien perdu l'ancrage de leur travail tout en prétendant le contraire.

Mais revenons à mon anecdote. C'était un bel après-midi de printemps, un seau de colle bien plein fixé sur le porte-bagage, mes affiches sous le bras. Je me retrouve sous ce passage entre la gare et le quartier st Bruno. Les peintres sont à l'œuvre. La peinture est encore fraîche : des couples hétéro, mixtes, des enfants qui jouent, le clocher de l'église, des gens qui arrivent ou partent, tout ça en couleurs... Bref, tout un joyeux petit monde méticuleusement choisi pour incarner l'image du quartier... Un ensemble de clichés renvoyés en miroir à la population, rien d'autre que des images figées de nos appartenances identitaires imposées et trop souvent subies. (mais là n'est pas la question. Si le mur est à tout le monde, tout peut être dit). Une personne s'approche de moi pour me préciser qu'une partie de la fresque n'est pas encore sèche. Pour le collage, il faudra donc repasser, « SVP ». Puis elle m'indique fièrement du doigt un espace réservé à l'affichage sauvage. « Vous voyez, j'ai pensé à vous » me dit-elle, satisfaite. Il y a là, dans un coin de l'énorme fresque, un cadre blanc dans lequel ont été peintes de fausses affiches. Vous comprenez ? L'affichage sauvage, c'est dans ce petit carré blanc, à droite de la grande et magnifique fresque colorée. En gros, que chacun reste à sa place et ce sera plus... enfin moins... L'une des fausses affiches dit ceci : « mur propre, peuple muet » (belle ironie non ?!). Niatement, mon interlocuteur me demande alors de « le dire à tout le monde... tous ceux qui affichent ». Mais naturellement ! Je connais l'ensemble des personnes qui usent de l'affichage sauvage à Grenoble ; c'est un tout petit monde d'agitateurs qui ne souhaitent que sortir du cadre, dépasser les bornes, c'est bien connu, et d'ailleurs, tout le monde se connaît, et tout le monde appréciera à sa juste valeur sa délicate attention. Bref, je lui explique brièvement que je ne connais pas « tous les gens qui affichent », que son mur, fresque ou pas, restera un mur, et donc, un espace d'expression potentiel et sauvage. La veille, sous l'estacade, un passant m'avait violemment engueulé car je collais quelques affiches sur les pylônes : "qu'est-ce que tu viens nous foutre ta merde ici... C'est dégeu. Tout est beau, c'est repeint et tout, qu'est-ce qu'il vous faut de plus ? ».

La mairie ne fera pas taire ses habitants en convoquant de pseudo artistes qui ne sont même plus capables de se souvenir qu'ils ont commencés par écrire leurs noms sur les murs, démarche identitaire qui les avait inscrit dans la mémoire collective de la ville. Car nos murs, taggés, graffés, recouverts d'affiches nous parlent avant tout de ce que nous sommes, conservent la trace des aspects inédits de notre société. Des murs qui parlent et qui gardent la mémoire, c'est tout de même mieux qu'une ville qui devient aveugle et sourde en substituant des fresques conventionnées aux bruits divers de l'affichage sauvage.

A480 / Bouchayer-Viallet :

A qui sont ces murs ?

Entre Grenoble et Fontaine, le long de l'A480, sur plusieurs centaines de mètres, tous les graffitis viennent d'être recouverts d'un charmant monochrome gris. C'est bien plus propre comme ça. On se sent déjà plus en sécurité quand on passe à 90km/h en 4X4. Tous les graffitis ? Non. Un seul a été épargné par l'ouragan de peinture grise : le fameux « le bruit ou l'odeur », représentant Chirac et Le Pen, réalisé pour le second tour des présidentielles en 2002.

Etrange, non ? Pas tant que ça. En y regardant de plus près, on voit qu'un des signataires de cette fresque n'est autre que Sene II, alias Nesse, peintre officiel de la mairie qui aseptise les murs de Grenoble sur commande à grands coups de fresques flasques.

Par ailleurs, politiquement, pour la mairie PS, il est de bon ton de laisser apparaître cet espèce d'antifascisme consensuel. C'est vrai que chez les socialistes, on est bien loin de pratiquer des politiques sécuritaires : création du FNAEG, construction des premiers centres de rétention, idéologie de la répression de proximité... les exemples sont légion. Pendant ce temps-là, la Bac - de gauche - continue de tabasser bien peinardeusement.

De l'autre côté de ces murs, fût un temps, les friches industrielles étaient un des terrains de jeu privilégiés des graffeurs et graffeuses. A leur place sont en train de pousser bureaux, immeubles de standing et salle de spectacle labellisée. Si on veut vraiment voir de l'« art » dans une friche industrielle, pas de problème, il suffit de payer son entrée au Magasin, sur le même site.

Enfin bon, maintenant tout va mieux aux abords du futur quartier Bouchayer-Viallet. Finis les graffitis insupportables, place au gris. Ou à une future fresque géante à la gloire des nanotechnologies assortie d'un portrait de Michel Destot ? Allez Nesse, on compte sur toi !

Texte trouvé sur Indymedia Grenoble, mai 2010.

Les quelques lignes qui suivent sont extraites d'un commentaire posté sur Indymedia Grenoble par Hémis, un des graffeurs ayant participé à la réalisation de la fresque dont on parle juste au-dessus. Cette « prise de position », écrite 4 ans plus tôt, sonne étrangement juste en 2010...

« Je ne comprends pas pourquoi les graffeurs seraient obligatoirement des "portes-paroles" à revendications politiques... du moins plus que d'autres artistes, plus conventionnels ? Certains graffeurs profitent du fait d'aller peindre aux yeux de tous pour faire passer des messages (politiques ou non). Je fais partie de ceux qui ont réalisé la fresque anti-fn... à l'époque, c'était pour exprimer le malaise qui flottait dans l'air. Le pen au deuxième tour, c'était (c'est toujours) insupportable ! Chirac de nouveau président encore plus ! Mais je pense qu'on ne s'est pas senti des portes-paroles à ce moment-là... on avait juste envie d'exprimer le malaise et l'absurdité du moment. Que dire si tel ou tel groupe politique s'était servi de cette fresque comme un symbole ? On nous aurait traité de "récupérés" ???? [...]

et ailleurs

Faut-il lâcher les bombes ?

Quelques réflexions sur la politique culturelle de la ville de Lyon et, en particulier, sur le festival de Street Art « Perffusion » (21 et 22 mai 2010)

Aujourd'hui, de plus en plus, les grandes villes sont gérées et produites par les autorités comme des marques. Une marque qu'on vend aux touristes, une marque qu'on vend aux investisseurs et à leurs employés, une marque à laquelle on fait adhérer les électeurs. L'objectif est simple : il s'agit de créer un espace attractif (ou, en tout cas, une image attractive), susceptible de séduire tout ce petit monde. Pour cela, il faut à la fois offrir un certain nombre de garanties proprement économiques mais aussi présenter l'image d'une ville culturellement dynamique et agréable à vivre pour la population de cadres que l'entreprise amène avec elle. Il s'agit aussi de créer ce qu'on peut considérer comme une forme de mythologie : il faut produire de l'imaginaire, c'est-à-dire du spectacle. Il faut créer sa propre image de soi, entretenir sa légende. Pour tout cela, le moyen le plus efficace est encore la publicité et l'arme publicitaire numéro 1, employée par la plupart des grandes villes aujourd'hui, relève de l'événementiel. La ville de Lyon est très active dans ce domaine-là. Son rayonnement actuel sur la scène nationale et européenne doit beaucoup à un certain nombre d'événements spectaculaires comme la fameuse « fête des lumières »³, les biennales de danse et d'art contemporain, le festival des Nuits de Fourvière et celui des Nuits Sonores mais aussi, maintenant, la création d'un festival de cinéma. Très récemment, l'organisation d'un festival de « Street Art » sur les pentes de la Croix-Rousse a fourni un nouvel exemple de ce genre d'événements et son étude pourrait bien être instructive pour en comprendre les enjeux et les paradoxes.

Au premier abord, une telle politique événementielle ne manque pas d'arguments pour se justifier. Si la ville réussit à augmenter sa prospérité économique grâce à de tels événements, tout le monde n'y est-il pas gagnant ? De plus, toutes ces activités culturelles ne produisent-elles pas un certain nombre de spectacles de qualité ? Bien que nous nous apprêtions à jouer les « rabat-joies » sur le sujet, ne nous a-t-on pas croisé et ne nous croisera-t-on pas encore à certains concerts des Nuits Sonores ou des Nuits de Fourvière ou encore à l'une des deux biennales lyonnaises ? Si, bien sûr. Dès lors, où est le débat ? Le problème, à vrai dire, ne tient pas à la nature de ces événements et encore moins à leur qualité. Le problème tient au double langage manié par les autorités à leur occasion. Le problème est que tous ces événements sont de la poudre aux yeux et qu'ils servent le plus souvent à masquer de façon spectaculaire la réalité culturelle d'une ville comme Lyon. Le problème est que, tandis qu'on organise de grandes messes comme les Nuits Sonores, on ne soutient pas, voire même on pénalise, toutes les petites salles de concerts réellement alternatives de la ville (le Grrnd Zero et le Sonic, pour les plus visibles, mais aussi tous les différents squats ouverts ces dernières années soumis systématiquement à la répression policière) qui, elles, ne se contentent pas de créer de l'agitation pendant quelques soirées mais s'activent toute l'année pour faire exister musicalement cette ville. Le problème est que, pendant qu'on organise un grand festival de cinéma où l'on fait venir Clint Eastwood, on laisse se fermer le CNP Odéon et qu'aujourd'hui il n'existe plus d'autres moyens pour diffuser un cinéma dit « art et essai » que d'ouvrir un squat comme le Dodeskaden. Le problème (pour revenir au sujet qui nous intéresse directement ici) est que, pendant qu'on organise un festival officiel de « Street Art » à la Croix-Rousse (le festival

³ Qui n'a plus de « fête » que le nom, tant elle devenue aujourd'hui une vaste mascarade destinée à attirer le touriste et tant elle a perdu dans cette opération tout ce qui faisait encore, il y a quelques années, sa dimension populaire...

Perffusion), on criminalise de plus en plus l'affichage sauvage et le graffiti dans ce même quartier de la Croix-Rousse. En d'autres termes, le problème est que, tandis que l'on organise ces grands événements ponctuels, spectaculaires et finalement très consensuels qui flattent l'électorat des classes moyennes, on délaisse, on pénalise ou on criminalise toute l'activité culturelle réellement alternative sur Lyon. Le Grrnd Zero n'est-il pas en train de perdre la salle du Rail Théâtre, au motif que le bruit et la faune qu'entraîne cette salle de concert gênent la tranquillité du quartier aisé qui est en train de se construire autour de Gorges de Loup ? Le Sonic n'a-t-il pas été traîné récemment devant les tribunaux pour affichage sauvage ? L'association Barbe à Pop n'a-t-elle pas été condamnée à une amende de 1700 euros pour le même motif (ce qui, pour une petite association à but non lucratif comme elle, représente une somme énorme) alors que les grandes salles continuent d'afficher sauvagement sans avoir jamais été embêtées ? Combien de squats fermés ces dernières années ? La mairie n'a-t-elle pas créé récemment une brigade de police spéciale, chargée de faire la traque aux graffeurs ? N'a-t-elle pas mis en place un service de « nettoyage » des murs, très efficace dans les zones touristiques ? Arrêtons-là cette liste accablante. Le constat s'impose de lui-même : derrière ces grands événements culturels, derrière la poudre aux yeux, la réalité culturelle de la ville de Lyon est inquiétante et cette mauvaise santé est le résultat direct de la politique culturelle de la mairie de Lyon.

Très récemment, un événement est venu illustrer de façon exemplaire et presque caricaturale l'incohérence de cette politique culturelle. C'est un fait : depuis quelques années, la répression anti-graffiti et anti-affichage sauvage s'est accentuée sur les Pentes de la Croix-Rousse. Une brigade spéciale de police a été créée pour cela. Les procès se sont multipliés ces dernières années. Dans tous les grands axes touristiques, la municipalité a fait installer des caméras de surveillance à vocation « dissuasive ». Alors quand, dans un tel contexte, on apprend que la mairie du 1^{er} arrondissement organise sur les Pentes de la Croix-Rousse un grand festival de « Street Art » (jusqu'à quel point cette expression n'est-elle pas devenue une arnaque publicitaire, permettant de distinguer le « véritable art » du vandalisme des graffeurs ?), on est d'une part surpris, d'autre part particulièrement méfiant et perplexe. Notre crainte, vite confirmée par les faits, est la suivante : et si nous n'avions là affaire qu'à un nouveau chapitre de cette politique culturelle spectaculaire désastreuse ? Avant de tirer tout de suite à boulets rouges sur ce festival et de dénoncer l'indécence et l'obscénité d'un tel projet quand on le resitue dans le climat de répressions policières qui sévit sur les Pentes, j'ai tout de même voulu en avoir le cœur net et aller y voir de plus prêt pour discuter avec les organisateurs et les participants à ce festival. Ce vendredi 21 mai 2010, je suis donc sorti en fin d'après-midi avec mon programme de l'événement pour aller à la rencontre de toutes ces personnes et mener ma petite enquête. Je commence d'abord par un petit tour d'observation. Mon premier constat est qu'il y a finalement peu de performances et peu de monde pour les suivre. Ici ou là, je croise une grande affiche, montée des Carmélites, à laquelle les passants prêtent peu d'attention ou un graffeur qui réalise une fresque montée de la grande côte et auquel seules quelques personnes prêtent attention, armées de leur appareil photo et de leur « bonne volonté culturelle ». Objectivement, les œuvres sont plutôt réussies et les artistes indéniablement doués. Ce n'est pas une surprise, cependant, et là n'est pas le problème. Plus loin, je tombe sur une œuvre dite « participative » : un artiste a dessiné sur un mur une fresque représentant Tintin mort au Congo et les passants sont invités à colorier le dessin. Quelques jeunes gens s'amuse avec les pots de peinture et les pinceaux laissés à disposition – le tout, là encore, sous l'objectif de photographes finalement plus nombreux que les participants. Tout se passe dans une ambiance bon enfant. Je dois vraiment être un rabat-joie pour rester perplexe devant cette faune « bohème » qui s'encanaille l'espace de quelques minutes en peignant sur les murs. Plus loin, rue des Capucins, je reste tout autant perplexe devant une installation censée valoriser l'identité locale de ce « petit village » qu'est censé être la Croix-Rousse (on colle le portrait des passants sur un mur). Place des Capucins, j'avise encore un groupe de personnes en train d'enlever toutes les affiches de concerts collées sur un mur pour libérer de l'espace pour une grande fresque. Une pensée terrible m'assaille :

alors c'est ça ce festival de « street art » ? un bon prétexte pour virer tout cet affichage sauvage grâce auquel les petites salles réussissent à avoir un minimum de visibilité pour le remplacer par de belles peintures plus esthétiques et valorisant l'image « pseudo-bohème » du quartier qu'on vend depuis quelques années aux classes moyennes qui investissent les Pentes ? Sous couvert d'art, la mairie ne cherche-t-elle pas simplement à étendre son contrôle sur l'espace public, à concurrencer, par ses installations officielles, l'affichage et le graffiti sauvages et à jouer sur cette image « bohème » de la Croix-Rousse ?

Pour ne pas qu'on m'accuse d'un vilain procès d'intention, je décide d'en avoir le cœur net et de pousser plus loin ma petite enquête. Une fois arrivé en bas des Pentes, je fais donc demi-tour, bien décidé à aller parler avec les organisateurs et les participants de ce festival cette fois-ci. Je commence place des Capucins, avec les décolleurs d'affiche. Je m'approche d'eux d'un pas hésitant et leur demande (faussement ingénu) pourquoi ils arrachent toutes ces affiches qui servent pourtant à faire exister la scène culturelle locale. La jeune femme qui me répond en premier s'adresse vite à l'un de ses voisins et lui demande : « ah, qu'est-ce qu'on fait ? c'est toi qui t'occupe de la publicité ? ». Je tique à ce dernier mot : je mène une véritable enquête, moi, madame ! qu'on n'aille pas me ressortir un bain d'eau tiède et de la simple communication de bon aloi ! Bon, le type auquel elle s'adressait vient me parler, tout content. Indéniablement, le gars est très sympa et motivé par ce qu'il fait. Toutes les intentions qu'il m'expose avec ferveur sont très louables : changer le regard sur le « street art », montrer que ce n'est pas que du vandalisme mais qu'il peut aussi y avoir une véritable démarche esthétique et conceptuelle derrière tout cela, etc. etc. Là encore, je ne suis pas surpris et n'ai jamais douté de la bonne volonté et des bonnes intentions des organisateurs. Au risque de me répéter, une fois de plus, le problème n'est pas l'existence de ce festival mais la logique à laquelle il participe, involontairement sans doute (ce dont je ressors convaincu de cet entretien). Le type est bavard et je suis très curieuse : la discussion dure donc un long moment. J'essaie de l'orienter, par mes questions, sur le sujet qui m'intéresse ici et j'en apprend beaucoup. D'abord, il m'explique que l'organisation est assurée par une association de Strasbourg qui s'appelle « démocratie créative » et dont le but serait d' « amener l'art au peuple », directement dans cet espace public qu'est la rue. Très bien. Par contre, la suite me laisse très perplexe. Suite à un premier festival qu'ils avaient organisé l'année dernière dans la capitale alsacienne, ils ont été contactés par la mairie de Lyon pour organiser un événement similaire à la Croix-Rousse. Mes soupçons sont donc confirmés : c'est cette même mairie qui criminalise le graffiti et l'affichage sauvage depuis des années qui organise ce festival ! J'essaie d'attirer l'attention de mon interlocuteur sur ce paradoxe mais il ne semble pas s'en préoccuper. Tout fier, il n'arrête pas d'insister sur le fait que tout soit légal. Il me raconte avec joie que des policiers sont venus dire du bien d'une œuvre. Les mêmes policiers qui n'hésitent pas à faire chier le premier péquin surpris avec un pot de colle ou une bombe de peinture, en dehors de ce festival bien sûr ? Oui, les mêmes. Je lui demande qui a choisi les emplacements pour les graffs : là encore, c'est la mairie qui a indiqué un certain nombre de locaux vacants aux organisateurs. C'est donc la mairie qui a décidé, par la même occasion, de faire virer de tous ces bâtiments les graffitis et affiches sauvages qui y fleurissaient habituellement... Mon interlocuteur m'en dit un peu plus sur le discours que les autorités lui ont tenu : la mairie du 1er lui aurait avoué avoir jusque-là laissé un peu le quartier à l'abandon (elle avoue donc n'avoir rien foutu toutes les années précédentes ?) et vouloir désormais réembellir les lieux. « Réembellir »... le mot revient sans cesse. Il sert à opposer, d'un côté, les vilaines affiches sauvages et graffs assimilés à de la simple « dégradation » et poursuivi, en conséquence, par la brigade anti-crottes de chien (véridique !) et, de l'autre, l'esthétisme des œuvres de « street art ». En d'autres termes, une bonne façon, pour la mairie, de faire dégager ce qu'elle considère comme des nuisances visuelles et de se payer gratos une rénovation de façade chic et branchée, susceptible de plaire aux touristes et aux classes moyennes enthousiasmées par la dernière mode culturelle (pour peu qu'on l'ait expurgée, au préalable, de tout ce qui fait tâches, de tout ce qui serait un peu trop radical et, surtout, tant que ça ne nuit pas à l'image de leur beau quartier et tant que ça ne pénalise pas la valeur immobilière de leurs biens). Une manière

aussi de faire passer le message suivant : le graff, ce n'est pas pour n'importe qui. C'est réservé aux « vrais » artistes, c'est-à-dire ceux qu'on a adoubés. Toi, artiste ou militant anonyme avec ta bombe de peinture, reste chez toi ou sinon tu vas apprendre à nous connaître. De toutes façons, tous les plus beaux murs, on les a déjà pris ! Car oui, je pose la question : n'importe qui va peindre quelque chose sur un mur montée de la grand côte, c'est effacé dans les 48h, mais pas là... c'est fait pour rester. Mon interlocuteur insiste encore sur un dernier point qui me fait frémir : il dit que ce festival a pour but de faire passer le « street art » du « négatif » (dégradation, vandalisme, etc. = tout graff sauvage) au « positif » (esthétique et légal). Un entretien très instructif, donc, qui confirme involontairement toutes mes suspicions. Comme le type était très sympa, on se sépare en bons termes et il me met un programme dans la main.

Ma curiosité est loin d'être totalement satisfaite, cependant. J'ai envi d'aller discuter avec les artistes maintenant, pour savoir comment ils vivent ce genre de festivals, eux qui, la plupart du temps, sont contraints à l'illégalité et à la clandestinité. Je veux d'abord aller discuter avec le graffeur montée de la grande côte. Mais je me rends compte que ma discussion précédente a duré super longtemps et qu'il a plié bagage entre temps. Idem pour les colleurs d'affiche, montée saint-sébastien. Je tombe finalement sur un peintre en plein travail, pour une grande fresque murale, rue Imbert Colomès, accompagné de deux amis. J'entame la discussion. D'abord sur son projet d'oeuvre. Il me montre la photo de ce qu'il veut faire et m'explique qu'il en aura pour jusqu'à dimanche. Il fait tous les traits au marqueur noir, sur un mur pré-quadrillé à l'avance pour avoir des repères. Ensuite, une fois le dessin fait, il peindra tout à la bombe. Je le branche assez vite sur les conditions de réalisation qu'offre ce festival. Discrètement, j'essaie d'amener le sujet de mon enquête. Mais je suis vite déçu. Le type m'explique qu'il ne fait jamais d'oeuvres illégales. Il peint uniquement dans des galeries ou dans d'autres festivals officiels de ce type. Au cours de la discussion, il me raconte une scène étonnante. Il m'apprend que c'est le maire du ter lui-même qui s'est déplacé pour inaugurer ce mur et lancer le travail de l'artiste ! Incroyable... imaginerait-on le même maire encourager, en pleine nuit, un jeune graffeur anonyme ?! Non, non, pour lui, il a donné des consignes très strictes à la brigade anti-crottes et ça va mal se passer, s'il se fait choper ! Bref, je promets à cet artiste de revenir demain pour voir l'évolution de son travail et mon enquête en reste là pour aujourd'hui. Je me promets de revenir demain et d'aller discuter avec d'autres artistes. Il y en a certains dont je connais déjà les travaux et dont je sais qu'ils agissent aussi de façon « sauvage », pour avoir déjà vu plusieurs de leurs oeuvres sur les Pentes ou ailleurs. Ça devrait être intéressant de parler avec eux et d'avoir leur point de vue sur ce genre de festivals.

Le lendemain après-midi, je repars donc à l'aventure, bien décidé à poursuivre mon « enquête » sur le sujet. Premier constat, en me rendant sur les divers spots indiqués par la mairie aux organisateurs du festival : il y a beaucoup plus de monde qu'hier. Déjà, en m'approchant de la rue Imbert Colomès où j'ai envie de discuter avec « the sheepest », lui dont la tête de mouton se retrouve depuis un moment à divers endroits sur les Pentes⁴, je croise quelques personnes avec leur plan des « rdv performances » distribué par les organisateurs du festival. Ils sont tellement obnubilés par ce plan qu'ils ne remarquent même pas une grande fresque, sur le mur en face d'eux. Ah oui, mais ce n'est pas au programme, ça, et donc ça ne les intéresse pas ! En arrivant sur les lieux où « the sheepest » travaille à côté de « flow » (l'artiste avec qui j'avais parlé hier soir), la scène est un peu cocasse. Sur un trottoir, il y a les artistes qui collent ou peignent sur l'espace qui leur a été alloué, suant tant qu'ils peuvent en plein soleil, et, en face, il y a quelques spectateurs qui mitraillent avec leurs appareils photo. Pas facile, dans ces conditions, d'aller discuter tranquille et je décide de continuer mon tour et de revenir un peu plus tard. Je me rends montée des carmélites pour voir une grande signature stylisée de « ogre », façon « old school », comme on dit. Je constate que les organisateurs ont pensé à inviter un spécimen de

⁴ Et même sur l'autoroute, vers Grenoble : normal, c'est sa ville, m'expliquera-t-il, même s'il compte déménager sur Lyon prochainement et que c'est là qu'il a collé à peu près toutes ses oeuvres

chaque type de performances « street art »... Lui est seul. Les deux seuls spectateurs sont ses amis qui le prennent en photo et surveillent les environs (un vieux réflexe de graffeur ? venir avec des « guetteurs », au cas où ?). Le type a un casque de balladeur mp3 sur les oreilles et est peu disposé à la discussion. Je reprends mon chemin. Je retourne rue Camille Jordan. Là, « Sixo » est en train de terminer une grande fresque. C'est franchement réussi. Je profite qu'il fasse une petite pause pour aller discuter avec lui. Je le complimente sincèrement sur son travail. Il m'explique qu'il est sur cette fresque depuis près de trois heures mais qu'il avance bien. Quand je l'interroge sur l'intérêt de ce genre de festival, il insiste sur le confort que ça lui offre dans son travail. Il est ravi de pouvoir travailler comme ça, en plein jour, sans se faire emmerder par les flics ou mal voir par tort ? Si ce festival est l'occasion pour tous les graffeurs invités de pouvoir se faire plaisir et de peindre dans des conditions idéales, pourquoi ne profiteraient-ils pas de l'occasion ? Je me sépare de lui en lui souhaitant bon courage pour la fin de son travail. Je vais ensuite à l'angle de la rue Pouteau et de la rue des tables claudiennes. Là, il y a deux choses en même temps. D'abord, devant le CSA (Centre Social Autogéré), « Barrilonia » décore toute la façade du local. Divers ateliers sont ouverts aux gens. Il y a beaucoup de monde et une bonne ambiance.

Il faut dire aussi que le CSA fête ce jour-là ses deux ans d'existence (et longue vie à eux !). A côté, devant la galerie All Over, « Nelio » et « Tobler-One » sont en train de travailler sur une grande fresque. Ce sont des habitués des murs de la Croix-Rousse. En bas de chez moi, il y a deux de leurs peintures. Plusieurs personnes les regardent faire depuis les escaliers au-dessus d'eux et ils sont souvent arrêtés par des amis pour discuter avec eux. Résultat : ils semblent avoir du mal à se concentrer sur leur travail et à avancer efficacement. Là encore, comme ils sont déjà bien entourés, je décide de laisser tomber pour le moment et de revenir les voir plus tard, en même temps que les autres artistes avec qui je n'ai pas pu bien discuter.

Je me repointe donc dans le secteur vers 19h. « Sixo » a terminé sa fresque et est content de son travail. « Nelio » et « Tobler-One » ont un peu plus avancé. Il y a un peu moins de monde et je décide d'aller parler avec l'un d'eux. Là encore, le type est très sympa. Je l'interroge sur son travail. Petite particularité, c'est eux, cette fois-ci, qui ont choisi leur emplacement : juste en face de la galerie qu'ils ont ouvert et dans laquelle ils exposent leurs œuvres en ce moment. Ils connaissent le propriétaire du local sur les murs duquel ils peignent et se sont entendus avec lui au préalable. Il m'explique que c'est la première fois qu'il participe à un festival de ce genre et qu'il est un peu perdu avec tout ce monde autour de lui, lui qui n'a pas l'habitude de peindre dans ces conditions. Comme pour illustrer ses propos, des gamins n'arrêtent pas de l'interrompre et de bidouiller ses bombes de peinture. Ils lui demandent avec inquiétude si la peinture qu'ils ont mis sur leurs vêtements peut se nettoyer ou pas. Ils essaient de piquer une bombe de peinture. On reprend notre discussion. Je lui parle de toutes ses autres peintures sur les Pentes, faites dans l'illégalité, elles. Il me parle de l'adrénaline ressentie quand il doit se dépêcher de peur d'être surpris. Il m'explique aussi qu'il travaille le plus souvent en dehors de Lyon, dans des spots isolés comme d'anciennes bases militaires à l'abandon par exemple. Quand je lui parle du paradoxe qu'il y a à peindre aujourd'hui dans un festival organisé à demande de la mairie du 1er alors que cette même mairie efface régulièrement ses autres peintures et le condamne, le reste du temps, à agir dans l'illégalité et la crainte de se faire prendre, il est bien conscient du problème. L'expression « ironie de la situation » revient souvent dans notre échange. Sans se leurrer sur la réalité de la situation du « street art » à la Croix-Rousse, il m'explique juste profiter de l'occasion et de la chance qui lui est offert de pouvoir s'exprimer librement.

Après cette nouvelle discussion amicale et très intéressante, je retourne voir « the sheepest » qui vient de finir son travail. Quand j'arrive, il discute avec deux touristes japonais enthousiastes. En parlant avec lui, on évoque aussi le côté paradoxal de ce festival : encourager pendant deux jours ce qu'on criminalise le restant de l'année. Assez vite, un graffeur qui peint juste à côté se mêle à notre discussion et bientôt je parle surtout avec lui. Sa présence ici est improvisée. Il connaissait « the sheepest » et il s'est arrangé avec lui pour peindre sur un pan de

mur. Il n'est pas invité par le festival et profite juste de l'occasion pour graffer tranquillement, ni vu ni connu. Je me dis qu'il a bien raison. Il m'explique que ce genre de festival, ce n'est pas sa tasse de thé et qu'il agit habituellement de façon « sauvage » : en plein jour, pour moins effrayer les gens et parce que le dialogue est plus facile avec les flics quand ils le surprennent. De nuit, dit-il, les mecs ils te voient dans le noir, pris en flag et, pour eux, d'emblée t'es un voyou et ça se passe super mal, alors que de jour tu peux discuter, c'est plus calme. Il me raconte quand même qu'il s'est souvent fait embarquer son matos et qu'il en a marre des amendes... On revient sur le paradoxe de ce festival et il insiste sur le double discours permanent des autorités. Il me donne l'exemple de la SNCF qui invite à peindre certains trains et mène la répression le reste du temps... C'est pareil avec les mairies. C'est la situation du « street art » en ce moment. D'un côté, les autorités encouragent ce genre de manifestations officielles, on fait de grandes expos dans les musées sur des graffeurs, les galeries sont de plus en plus ouvertes au « street art » (mais peut-on encore employer ce terme si ça se passe dans une galerie ?), il y a de plus en plus de collectionneurs, de grandes marques (genre Adidas ou Carhartt) profitent de l'occasion pour se faire de la pub et le graff devient de plus en plus à la mode. De l'autre, on crée des brigades de police antigraffitis, on développe les services de nettoyage et on criminalise le « street art » sauvage. C'est comme ça, me dit mon interlocuteur avec un air blasé. Alors, dans la situation actuelle, il prend ce qu'il y a de bon à prendre, il profite de ce genre de festivals pour graffer tranquille, obtenir un peu plus de visibilité et si ça peut aider à faire évoluer le regard des gens sur son activité, alors tant mieux. En dehors de ça, et bien il poursuit son travail dans l'illégalité. C'est comme ça. Il faut faire avec. Comme tous les artistes avec qui j'ai discuté, il est bien conscient de l'attitude paradoxale des autorités et de la situation un peu ironique dans laquelle ils se trouvent durant ce festival. En même temps, ils se disent qu'ils auraient bien tort de ne pas profiter de l'aubaine. Après tout, c'est déjà ça de pris, effectivement.

Je ressors très tirailé de toutes ces discussions. D'un côté, c'est l'occasion rêvée de voir des artistes intéressants, de rencontrer des graffeurs, de discuter avec eux et, de ce point de vue là, on ne peut être que content que ce genre de festivals existe. De l'autre, je ne vois pas comment faire l'impasse sur l'attitude on ne peut plus suspecte de la mairie. Comment encourager pendant deux jours ce qu'on criminalise le reste de l'année ? Il n'est pas question de tomber une seconde dans le panneau. Pas question, non plus, d'accepter cette pseudo-distinction entre « vrais » artistes et « vandales ». Accepter d'entrer dans ce débat, c'est déjà trouver des justifications à la répression. Enfin, comment se satisfaire d'une politique événementielle chic et choc, prompte à séduire les touristes et les classes moyennes qui habitent le quartier, avides de nouvelles manifestations culturelles, quand le restant de l'année est le terrain d'un âpre affrontement entre les autorités et les milieux culturels alternatifs ? Voilà pourquoi il est nécessaire de remettre ici les choses en perspectives. Si seulement un tel festival pouvait contribuer à faire évoluer le regard des autorités sur les graffitis et pacifier les relations avec la police... On peut toujours l'espérer mais il faut une bonne dose de naïveté pour réellement y croire quand on envisage les choses avec un peu de recul critique. A ce sujet, une anecdote qui est souvent revenue dans mes discussions avec les divers graffeurs m'interpelle : à plusieurs reprises les artistes évoquent une visite de la police pendant leur travail et tous expliquent que ces derniers se sont montrés intéressés par leur démarche. Si l'on veut être optimiste, on peut y voir le signe d'une pacification à venir entre graffeurs et policiers. Mon hypothèse est plus pessimiste, cependant. Qu'une telle scène se soit reproduite de façon quasi-systématique indique qu'il ne s'agit pas d'un hasard. Si les policiers sont venus, c'est qu'ils surveillaient que tout soit en ordre et qu'il n'y ait aucun débordement. Une liberté sous-condition accordée aux graffeurs, donc. De la communication aussi. Du contrôle, avant toutes choses.

Cette nuit-là, en revenant dans le quartier vers 1h du matin, je repensais à toute cette journée, à toutes les critiques que l'on peut émettre sur ce genre de coups de communication de la mairie mais aussi aux aspects positifs de telles journées. En remontant, une chose est venue me sortir de mes réflexions : je remarque pleins de graffs et d'affiches collées pendant la soirée,

en marge du festival. Ce n'était pas au programme, ça. L'escalier en haut de la rue Pouteau est tout repeint, par exemple. A cet endroit, je croise un groupe en train de coller des affiches sur les murs. Je les aborde aussi sec. Alors que leurs deux « guetteurs » me regardent d'abord avec un peu de méfiance, je m'adresse directement aux colleurs d'affiches. « Vous faites le off du festival ? » La fille qui semble à l'origine de cette initiative se déride aussitôt (je remarque d'ailleurs que c'est la seule femme artiste que j'aurais croisé de ces deux journées, le casting du festival étant exclusivement masculin). On rigole tous les deux. S'il fallait avoir l'accord de la mairie pour s'exprimer librement, alors où serait la liberté d'expression ?

Elle me confirme que tout ceci est parfaitement illégal (même si elle me dit que le propriétaire est venu les voir et qu'après discussion il leur a dit être d'accord pour qu'ils continuent et n'a donc pas appelé les flics). On discute un peu de ce qu'elle veut faire. Elle me parle d'un grand pan de mur qu'elle a « retapissé » vers le Sonic. Elle me confie aussi que c'est la première fois qu'elle fait une œuvre illégale comme ça dans le centre ville, sans doute encouragée par le festival qui vient de se tenir et bien décidée à s'exprimer, elle aussi, qu'on lui en donne l'autorisation ou pas. C'est ça l'espoir, au fond : que la mairie ait ouvert, involontairement, la boîte de Pandore, que les artistes et les gens investissent les murs sans son aval. Qu'on n'amène pas seulement l'art au peuple, comme ils disent, mais que le peuple s'exprime librement. Dans la nuit, à 1h du matin, avec des amis qui font le guet pour prévenir si la police arrive, si ça doit se passer comme ça. C'est ça la réalité du street art et du graffiti à la Croix-Rousse... Alors faut-il lâcher les bombes ? Non, bien sûr que non, il faut les prendre et les jeter sur les murs ! Il faut se rapprocher librement et collectivement l'espace public, déborder les autorités, s'exprimer sans bâillon et créer un espace à la hauteur de nos désirs. Alors vive le « off » et qu'il dure toute une année !

Post-scriptum :

Deux jours après la fin de ce festival, je me promène sur les Pentes. Je repasse sciemment devant les grandes fresques peintes à cette occasion. Indéniablement, certaines sont très réussies. Rue Camille Jordan, les figures de « sixo » me font penser aux dessins de quelques grands dessinateurs de BD (Charles Burns, notamment). « Nelio » et « Tobler-one » ont enfin terminé leur travail et, vu d'une dizaine de mètres, l'effet est très réussi. La façade du CSA est superbement colorée. Ça, c'est pour le positif. Les passants n'ont pas fini de s'arrêter devant pour les photographier, et c'est tant mieux. Rue Imbert-Colomès, la femme aux seins nus de « flow » a été partiellement effacée (par qui ? je serais curieux...). Ce qui m'intéresse le plus, ici, ce sont tous ces graffitis qui ont été rajoutés hors festival. Au milieu des têtes de mouton de « the sheepest », quelqu'un a rajouté cette fameuse tête d'âne qui braie qu'on croise régulièrement dans Lyon et qui tient un panneau avec « help » marqué dessus. Je trouve cet ajout très drôle.

Un peu plus tard, alors que je prends, moi aussi, quelques photos des grands graffitis hors festival dans l'escalier de la rue Pouteau, un homme d'une cinquantaine d'années m'aborde de façon très agressive. Il semble excédé : « c'est bien la peine de prendre ces merdes en photo, tiens ! », me crie-t-il dessus. Devant mon étonnant calme, il finit par s'éloigner en grommelant : « je leur ferai bouffer leur peinture, moi ! ». Retour à la normale, d'une certaine manière ? La scène m'interpelle. Depuis six ans que je me promène quotidiennement dans le quartier avec mon appareil photo, c'est la première fois que je me fais alpaguer comme ça. Un débordement d'exaspération après un week-end à prendre son mal en patience ? Une chose est sûre : après ce beau week-end d'euphorie où les plus naïfs pouvaient s'imaginer que la Croix-Rousse était un quartier dédié au « street art », retour sur terre. La guerre du graffiti est belle et bien toujours d'actualité. Après cette belle opération de communication de la mairie du 1er, la brigade anti-crottes de chien qui s'occupe essentiellement des graffeurs (on appréciera le message subliminal qui nous est ainsi lancé : vos graffitis, c'est de la m... !) a repris ses enquêtes, les effaceurs publics ont repris leurs tours de ronde et les amendes vont recommencer à tomber. C'est ça la politique culturelle de Lyon : un petit coup de brosse à reluire et une bonne grosse publicité lors

d'évènements ponctuels chics et chocs et la matraque pour le reste de l'année. C'est comme ça que la mairie vend sa marque « Lyon, ville culturelle ». Maintenant la mairie peut pavoiser et déclarer : « la Croix-Rousse est un quartier moderne et nous soutenons le street art », même si n'importe qui d'un peu renseigné sait que c'est un gros mensonge. Et les classes moyennes consommatrices de spectacles culturels de gober le morceau. C'est pour cela que nous voulions intervenir ici, pour ne pas que cette mascarade reste sans réplique, pour rappeler son contre-champ et remettre en contexte un tel festival.

Rappelons aussi, pour conclure, que la question n'est pas si anecdotique qu'elle pourrait sembler à certains. Au fond, le débat autour du « street art » est un débat politique. Il tourne autour de la notion de démocratie. Il met en jeu de façon passionnante une série de questions décisives : qui, dans l'espace public, a droit à la parole et selon quelles modalités et/ou contraintes ? ou encore : à qui appartient la rue et qui a le droit ou non de s'y exprimer librement ? A cela, la mairie vient de répondre : la rue lui appartient et n'ont le droit de s'y exprimer que ceux qu'elle a autorisé. Elle nous rejoue ainsi le refrain à la mode parmi les autorités : l'expression, derrière le masque de démocrates, de ce qu'on a pu appeler une « haine de la démocratie ». A travers l'exemple du « street art » et de ce festival, les autorités viennent de nous rejouer leur habituelle comédie. Derrière cet apparent « libéralisme » de façade, leur positionnement est toujours le même : la crainte et le refus d'une démocratie réelle où chacun aurait droit à la parole et voix aux décisions politiques de façon directe et égalitaire, la peur face à ce supposé désordre démocratique et la volonté des autorités de se positionner comme les garants de l'ordre, c'est-à-dire du contrôle sur le débat et l'espace publics. Oui, la guerre du graff' est loin d'être terminée et elle se trouve aujourd'hui au cœur d'enjeux politiques décisifs. C'est cette réalité que nous tenions à rappeler, face aux grands spectacles de ce genre qui tentent de faire passer des vessies pour des lanternes.

Quelques infos supplémentaires :

Contact : utopie_pour_tous@hotmail.fr

+ de photos et la brochure en libre téléchargement : <http://seul-avec-vous.blogspot.com>

Sinon, pour infos, le site du festival :

<http://www.democratiecreative.com/perffusion/perffusion.html>

- Brochure rédigée et éditée par l'Internationale Utopiste -

Toutes reproductions et diffusions autorisées

Dans le Bairro Alto à Lisbonne, un "musée éphémère" du graffiti.

[Le texte qui suit, rédigé à partir d'une dépêche AFP, montre bien comment la muséification du graffiti va de pair avec une logique de flicage : aux graffs qui ne sont pas reconnus comme des « œuvres », on répond par le « nettoyage », la vidéosurveillance et des « sanctions judiciaires rapides et pédagogiques »]

Le Bairro Alto? Quand vous verrez les tags, vous serez arrivés!" Label du quartier de la nuit lisboète, le graffiti a désormais son musée dans la capitale portugaise, "éphémère" comme l'art auquel il est consacré. Nouvelle pierre dans le jardin des détracteurs du "vandalisme" des graffeurs, le Musée Ephémère (www.museuefemero.com) propose une carte du quartier, où sont signalés les graffitis "majeurs", ainsi qu'un "audio-guide" téléchargeable sur MP3, présentant les œuvres et leurs auteurs. "Quartier le plus visité de Lisbonne, le « Bairro » devient une immense exposition, un espace privilégié de culture et contre-culture qui souligne le travail de dizaines d'artistes différents qui voient ainsi leur énorme talent valorisé", explique dans sa présentation le Movimento Acorda Lisboa (MAL, "Mouvement réveille-toi Lisbonne"), à l'origine du projet. Lancé fin juillet avec le soutien de la Fondation Pampero, le Musée Ephémère recense 33 œuvres d'artistes, portugais et étrangers, sur lesquelles ont été apposées des plaquettes de bois numérotées, précisant le nom du graffeur et la technique utilisée. Aérosol (avec ou sans pochoir), peinture au rouleau, feutre, collage, 3D: les techniques sont variées, les messages aussi - souvent politiques, parfois purement esthétiques. "Dans le Bairro Alto, nous avons tout cela, rassemblé", explique Daniel Oliveira du MAL. Parmi les artistes retenus par le Musée, certains sont déjà consacrés comme le Français Jef Aerosol, le Norvégien Dolk ou l'Allemand TheWalters, d'autres moins connus, voire anonymes. "Quand on parle de « street art », on imagine la nuisance visuelle des tags qui recouvrent parfois des murs entiers du « Bairro ». Le MAL veut faire exactement le contraire : mettre en avant les œuvres, l'artiste qui est derrière certaines pièces d'une immense valeur, parfois associées à de la pollution visuelle", affirme Daniel Oliveira. Ancien quartier de la presse, le Bairro Alto est depuis vingt ans au cœur de la "movida" lisboète. Quartier traditionnel de jour avec ses petites épiceries et pâtisseries, le "Bairro" commence à s'éveiller vers 20h00 avec l'ouverture des boutiques de mode, galeries d'art ou "lieux conceptuels", et partout des bars débordant sur les étroites rues pavées. "Et toutes les nuits, vers 04h00-05h00, ils arrivent, et commencent à gribouiller les murs", témoigne un commerçant, qui refuse d'être cité "de peur des représailles". "Moi, je continue à repeindre par dessus, parce que s'ils sont têtus, moi aussi!", assure-t-il. Confrontée à la colère de nombreux commerçants et résidents, soutenus par des élus de l'opposition, la mairie de Lisbonne a prévu de faire nettoyer, à partir de septembre et dans un premier temps, deux rues du quartier dans le cadre d'un projet de "sécurisation" du Bairro Alto qui envisage aussi l'installation de caméras de vidéosurveillance. Le maire de Lisbonne, le socialiste Antonio Costa, se dit conscient d'engager "une bataille à moyen terme, voire à long terme", mais selon lui, "les caméras devraient dissuader les graffeurs". La mairie souhaite aussi conclure un protocole avec le Ministère public pour que des sanctions judiciaires, "rapides et pédagogiques", soient prises à l'encontre des tagueurs. "Ca ne servira à rien, et d'ailleurs, ce n'est pas la première fois que la mairie fait cette promesse, mais ils n'ont jamais rien nettoyé", affirme Luis, un jeune habitant du Bairro, qui avoue lui-même "taguer de temps en temps, mais en dehors des quartiers résidentiels". Anticipant les critiques, Daniel Oliveira assure que "ce n'est pas le Musée Ephémère qui va inciter qui que ce soit. Au contraire, le projet vise à souligner la qualité de certains travaux pour qu'ils ne soient pas recouverts par des tags ou des affiches !".

[Angers] arNaq& aTarchie

A propos du festival "Artaq" qui a lieu ces jours-ci à Angers...

Depuis quelques jours on voit fleurir sur les murs de la ville un A cerclé et une étoile à cinq branches. Ces symboles respectivement de l'anarchisme et du communisme sont réunis pour créer le logo d'Artaq. On le voit partout, sur les panneaux publicitaires, dans les journaux, et même en gros sur le site internet de la mairie.

L'Arnaq c'est le festival de ceux qui s'empressent d'effacer chaque trace de tag, slogan ou collage. Après avoir tout effacé, il ne reste que le blanc des murs surveillés par les caméras de vidéo-surveillance. Il ne reste qu'une ville aseptisée vendue aux touristes et bourgeois. La mairie collabore avec des galeristes parisiens et des entreprises (dont Clear Channel qui loue des panneaux publicitaires) pour se réapproprier ce moyen d'expression et cette culture urbaine et spontanée. Sur leur site quand ils parlent du public visé ils disent «Artaq concerne le monde des galeries, des institutions et de la presse».

Nous n'avons pas envie de nous y inviter et participer à quelque chose qui ne nous concerne donc pas. Nous voulons juste détruire ce qui nous dépossède de nos pratiques. Nous nous sommes donc permis de nous réapproprier à notre tour l'Arnaq. Ce logo a été réalisé au pochoir sur une dizaine d'établissements municipaux, sur des musées, des églises, des banques, des agences d'interim, des panneaux publicitaires, dans les rues... Et quand la brigade anti-tag effacera «Angers capitale du tag» sur la mairie ce sera la performance la plus sincère du festival.

Murs blancs, peuple muet !
Murs négociés, peuple soumis !

ARTAQ !

- Arquoi ?
- Artaq ! Comment ?! Vous n'en aviez pas entendu parler ?
- Eh bien...
- Artaq, si vous n'avez pas vu l'affiche, c'est les « 1ers awards du street art »
- Le street art ?
- Comment, vous n'en aviez pas entendu parler ? Pourtant, il « *suscite l'engouement de tous les publics par sa convivialité, sa fraîcheur, son éclectisme, sa richesse et sa générosité* »⁵ ! Car, le street art c'est de l'art dans la rue !
- Vous voulez dire des tags, quoi ?
- Ah non, les tags ce n'est pas du street art, ce n'est pas de la création, « *la création n'a rien avoir avec la détérioration* » !

À Angers, notre Maire n'est plus seulement médecin. Désormais, il est aussi critique d'art. Et il nous livre ses considérations sur les essences de la « Création » et de la « Détérioration ». Artaq c'est un festival, non pas de graffiti, pas de théâtre de rue, ni même de performance, encore moins de happening... c'est un festival de « street art », un label qui a l'avantage d'être international. En fait, le street art n'est plus seulement sur un des murs de ta rue, à l'angle d'un

⁵ Toutes les citations en italique sont tirées du texte d'introduction au programme d'Artaq par Jean-Claude Antonini, à trouver sur http://www.artaq.eu/docs/ARTAQ_PROGRAMME.pdf

poste électrique, sur une cabine téléphonique ; il fait la couverture de magazines internationaux, se vend dans des galeries parisiennes, voyage dans les capitales européennes et passe même des concours. Car finalement, caché derrière le gloubiboulga du street art, c'est encore un « art » de la rue unifiée : l'urbanisme et son bras long et ses dents longues.

Prendre une bombe de peinture et sillonner les rues la nuit, inscrire ce qui nous tient aux tripes, ouais notre vision du monde et se barrer dare-dare. Quoi de plus simple ? Pas besoin de galeries, pas besoin d'affiches dans les sucettes JC Decaux, pas besoin de programme, pas besoin de concours. Bref pas besoin d'autorisation et pas besoin de thunes. Oui, beaucoup d'angevins ont découvert cette façon spontanée, gratuite et directe de s'exprimer et de s'approprier la rue. Ils n'ont pas attendu que des galeries y voient une source de profit, ils n'ont pas attendu que des animateurs socio-culturels viennent leur expliquer quoi et comment tagguer, ils n'ont pas attendu qu'on leur réserve des murs autorisés en périphérie. Non, Monsieur le Maire, les angevins n'ont pas besoin d'Artaq pour découvrir ce que nombre d'entre eux pratiquent lorsque vous dormez à poings fermés en rêvant d'être le chef de « *l'une des villes les plus ouvertes aux arts actuels en France* ». Car si l'on détériore la rue, c'est parce que la rue n'est pas une galerie et que tout le monde y passe, parce que ce qui se dit sur un mur n'a rien à voir avec les publicités des panneaux JC Decaux ou Clear Channel et que c'est un des rares endroits où l'on ne sent pas seul à mourir chez soi. En couvrant un mur de peinture, ce n'est pas seulement pour « *renouveler notre regard sur la ville* » mais c'est, pour un moment, la rue qui n'est plus tout à fait pareille, c'est un bout de vie qui est transformé. Parce que la trace qu'efface la brigade anti-tag ce n'est pas une détérioration, c'est la preuve que, pendant un court laps de temps, la rue n'était plus seulement le terrain de jeu de la police, le paradis d'un publicitaire ou le plan d'un urbaniste. Et lorsque nous apercevons le fantôme d'un tag, les bribes d'une affiche, passés au kärcher, nous n'y voyons pas que la performance de la brigade anti-tag, mais aussi les amendes, les procureurs, les stages « citoyenneté », les cellules puantes des keufs, les travaux d'intérêt général. Mais nous ne serons pas des rabats-joie, Monsieur le Maire, nous participerons avec plaisir à votre concours d'art dans la rue. D'ailleurs nous y participons déjà : regardez autour de vous, le tag « *omniprésent et en perpétuelle évolution* », a gagné les rues depuis bien longtemps. Ainsi, Monsieur le Maire, nous vous invitons à démonter les vitrines des banques, à arracher les panneaux publicitaires, à faire tomber les murs des écoles qui portent nos œuvres. Peut-être vos amis galeristes pourront-ils les exposer et en tirer un bon prix ?

Texte trouvé sur Indymedia Nantes, mai 2010.

Le feu au village

Contre la guerre aux pauvres dans le Nord-Est de Paris

Il se trouve que la mairie de Paris veut nous civiliser. Ça tombe bien, nous on veut en découdre avec elle et tous ceux qui participent au triomphe de la civilisation, avec ses valeurs et sa morale cadennassée par le fric, ses flics et ses avant-gardes culturelles, militaires et politiques. Par le biais de ses artistes, la ville voudrait nous faire croire que cette vaste cage qui nous sert de monde est un havre de liberté et d'harmonie. Elle pose la création artistique comme un moyen d'exorciser les tensions sociales pourtant bien présentes. On nous avait déjà vendu le foot, la politique et la religion pour nous calmer, pour servir d'exutoire à la guerre sociale. Ouais, mais non. On préfère encore faire exploser les stats des voitures cramées et poser la conflictualité en acte comme seul rapport au système. A vrai dire, la création en soi ne nous pose pas de problème, mais sa récupération et son utilisation par le pouvoir, oui. Il s'agit alors d'aseptiser et de nettoyer les quartiers destinés à accueillir les nouveaux riches, les classes moyennes et autres populations plus solvables, avec leurs belles gueules et leur sale pognon. Ça marchera pas. Belleville est en train de devenir un zoo où les bobos peuvent se promener à loisir dans les rues taguées où ce que l'on considère ailleurs comme du vandalisme est ici transformé en marchandise rentable économiquement et électoralement, en art officiel ; où les artistes sponsorisés par la mairie peuvent faire croire à un semblant de *différence* et de contestation citoyenne (imagerie gauchiste et appel au vote favorable à la mairie) ; où les éducateurs de quartier présentent une image plus douce que la flicaille en uniforme pour mettre un voile doré sur sa présence quasi-permanente et son sale travail. Le cosmopolitisme de la pauvreté est ici présenté aux bobos comme un « élément de décor », comme on exhibe dans un zoo la variété des animaux encagés. En quelque sorte, du tourisme social de proximité, un film de Ken Loach en vrai. La mairie peut ainsi donner à Belleville l'image d'un *village* paisible de mixité sociale. Mais foin de tout cela ! Nous avons retenu de la mixité sociale qu'elle n'était que guerre aux pauvres. Nous, les animaux de ce zoo, nous ne voulons que grignoter les barreaux et brûler la cage. De fait, la mairie cherche par divers moyens à virer les pauvres et les indésirables des rares quartiers de la ville-musée où ils survivent encore : occupation policière, augmentation du « coût de la vie » (comme si la vie et l'argent étaient liés), rafles de sans-papiers, enfermement des plus réfractaires à la loi, tolérance sélective sur la diffusion de la came, contrôles, multiplication des gardes-à-voir pour apprendre à se tenir à carreau où pour provoquer l'exil, mobilier urbain conçu pour conjurer l'oisiveté ; chaises ovales, bancs glissants, cactus sur les rebords, du bitume à en crever, des portes, des murs, des verrous pour les pauvres et des clés pour les riches, des barrières. Le tout sous la protection bienveillante des caméras de surveillance et des vigies citoyennes. Contrairement à ceux qui ont tout à y perdre, leur fric, leur pouvoir et leurs rôles sociaux, nous entendons fissurer la paix sociale à toute occasion. Nous voulons poser le problème de l'exploitation et de la domination partout où elles existent, de jour comme de nuit. Nous ne voulons plus voir les riches exhiber leur tranquillité au coin des rues, des ateliers de travail et des ateliers d'artistes, dans les bars branchés... Car elle est inséparable de la misère qui l'accompagne et qu'ils essayent de repousser en zone 5 du RER ou sous un pont du périph'. Nous ne venons pas en paix, la conflictualité et la destruction subversive pour seule catharsis. Si Belleville est un village, alors sortons les fourches. Contre les riches, les flics, l'Etat, les politiciens, les agents immobiliers, la guerre aux pauvres, la mairie et ses artistes de boutique. *Quelques relous indomptables, anarchistes de surcroit.*

Tract trouvé sur <http://retourabelleville.blogspot.com>

Les « cultures urbaines »

au secours de la paix sociale.

Intro : impossible de passer à côté...

Pour celles et ceux qui sont sensibles à la culture hip-hop ou qui, tout simplement, habitent en ville et sont un peu curieuses et curieux, difficile de ne jamais en avoir entendu parler : depuis une vingtaine d'années, de plus en plus d'« événements » estampillés « cultures urbaines » sont organisés par les municipalités, souvent à l'initiative d'associations locales. Rares sont les villes qui n'ont pas encore eu leur festival hip-hop, leur inauguration de skatepark, leur battle de breakdance, ou encore leur jam de graffiti. Le fait, pour les institutions, d'avoir regroupé un large éventail de disciplines sous la seule dénomination de « cultures urbaines » n'est pas anodin et ne touche pas qu'au vocabulaire. Cette mainmise sur les mots va de pair avec des objectifs politiques bien réels : en rationalisant un certain nombre de pratiques sous couvert d'action culturelle, il s'agit, pour les autorités, de reprendre le contrôle des gestes, de la parole et de l'espace. Dans ce cadre, récupérer des cultures jusque-là insaisissables, voire illégales, et les vider de leur potentiel subversif afin de les proposer au « grand public » comme un divertissement ou une soupape, ne constitue rien d'autre qu'une nouvelle forme de maintien de l'ordre.

D'où ça sort ?

Si l'on s'y intéresse d'un peu plus près, les « cultures urbaines » ressemblent à un véritable fourre-tout. En premier lieu, on pense à la culture hip-hop, qui regroupe quatre disciplines : le DJing, le graffiti, le rap (ou MCing) et enfin la breakdance. Mais les « cultures urbaines » ratissent bien plus large que ça, englobant notamment certains sports de glisse (skateboard, roller, BMX...), mais aussi le basket ou encore le slam qui, soit dit en passant, constitue en (f)rance un des meilleurs exemples de digestion de la culture hip-hop : plus poétique, plus gentil et bien élevé, c'est le cousin « de gauche » du rap.

Mais alors, comment définir ces « cultures urbaines » ? Une première piste : il s'agirait de « l'ensemble des pratiques culturelles, artistiques et sportives issues de l'espace urbain »⁶. Tout cela semble encore bien flou. En effet, pourquoi ces « cultures urbaines » ne seraient apparues que dans les années 80 ? Cela veut-il dire qu'avant il ne se passait rien de « culturel » en ville ? Pourtant depuis leur expansion, les villes ont toujours donné naissance à des cultures populaires foisonnantes, et ceci en dépit du fait que le « bourg » ait toujours été tenu par... les bourgeois et les bourgeois. Qui est donc concerné par les « cultures urbaines » et de quelles cultures parle-t-on ?

Le magazine « graff it », dans un article de 2007⁷, nous donne plus de précisions : « Au cours des dernières décennies, les villes se sont agitées de nouvelles pratiques, générant de nouvelles cultures. Le mode de vie urbain qui se développe en occident durant les années 60 et 70 va faire apparaître de nouveaux rapports entre les citadin.es et leur environnement. Réalités sociologiques et nouvelles morphologies des villes vont amener des populations souvent jeunes à s'approprier ces territoires comme de nouveaux terrains de jeux. Par adaptation et détournement, la structure fonctionnelle de la ville se met à bourgeonner de nouveaux lieux où

⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Cultures_urbaines

⁷ « Cultures urbaines & pratiques libres, vers la définition d'un mouvement émancipé dans la cité », par Jimse

s'expriment ces pratiques émergentes, aujourd'hui regroupées sous l'appellation « cultures urbaines ». » Cet article décrit des « collectifs informels » qui « ne constituent pas un groupe cohérent », évoluant « entre art et jeux ». Pour son auteur, « les réalités de ces cultures demeurent de l'ordre de l'underground, alors que l'appellation ne semble être utile que dans des opérations de communication à caractère grand public », des « évènements » officiant comme un « cadre les rendant présentables », en somme une « vitrine pour la reconnaissance du public »⁸.

L'appellation « cultures urbaines », qui relève donc d'une stratégie de communication, permet d'évacuer toute dimension politique. Exit la « culture de rue », trop péjorative, synonyme de danger et d'illégalisme. Au revoir la « culture de classe », qu'on voudrait nous présenter comme désuète. Avec les « cultures urbaines », on aurait affaire à une culture de loisirs... En fait, le terme est apparu dans les circulaires des administrations dans les années 80 et 90, avec le dispositif du « contrat de ville », un contrat entre l'Etat et les collectivités locales mis en place par le socialiste Lionel Jospin, qui sous couvert de « lutte contre la ségrégation urbaine et sociale », consistait en fait à calmer le jeu dans certains quartiers. Ce n'est pas un hasard si culture et urbanisme étaient des axes majeurs de ce dispositif. Ce que les collectivités ont alors choisi de nommer « cultures urbaines » est donc ni plus ni moins un processus qui, en triant, rationalisant, institutionnalisant, voire professionnalisant des pratiques dérangementes, vise à garder le contrôle de la ville.

Les valeurs du capitalisme appliquées à des actes libres, gratuits et illégaux.

Un des enjeux majeurs du flicage des « cultures urbaines » est de gérer l'espace de façon rationnelle, selon des schémas précis élaborés par des urbanistes. La ville de leurs rêves se découpe en différentes zones : habitation, consommation, loisirs deviennent des secteurs étanches. Dans ces visions bien ordonnées, les pratiques se développant de manière sauvage sont intolérables. Il s'agit donc de les fixer en un endroit précis, légal, normalisé et éventuellement lucratif : skateparks, murs d'« expression libre », salle de répétition ou de spectacle, cours de danse en MJC, etc. On a même vu ces dernières années des villes récupérer le terme « Block Party » pour désigner des événements qui n'avaient rien à voir avec ces fêtes de quartier spontanées et illégales. Dans ce délire de réglementation, une « Fédération » et un « Observatoire National des Cultures Urbaines » ont même été créés, avec la volonté ridicule mais assez dangereuse de mettre en place des « chartes » et des « labels qualités cultures urbaines »⁹, à la manière de la bouffe bio. Ceci dit, pour l'instant, ces instances ne semblent pas avoir une grande influence.

En revanche, il est intéressant de se pencher sur le rapport de la mission « cultures urbaines »¹⁰ de 2007 adressé au ministre de l'époque, le très « proche du peuple » Renaud Donnedieu de Vabres. Tout commence d'ailleurs dans la première phrase de la lettre du ministre nommant les responsables de cette mission, qui en dit long sur la méconnaissance du bonhomme : « Les cultures urbaines, expression qui englobe aussi bien le *graph*, le *hip-hop*, le *rap* ou la *poésie urbaine*, et plus globalement le *street-art*, doivent trouver une place juste auprès du Ministère de la Culture et de la Communication. ». Dans ce charabia on croise donc la faute d'orthographe de rigueur pour le mot « graff », l'utilisation de l'italique pour symboliser le barbarisme de ces mots, la confusion habituelle entre « hip-hop » et « rap », quant à la discipline de la « poésie urbaine » on se demande bien à quoi elle fait référence... Par ailleurs, ce rapport préconise des mesures bien concrètes, comme par exemple nommer des « experts » en cultures urbaines au sein des DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), qui seraient

⁸ Toujours dans ce même article.

⁹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Cultures_urbaines

¹⁰ <http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-culturbaines2007.htm>

chargés de « dialoguer avec les artistes et contribuer à la promotion des meilleurs d'entre eux ». Les « meilleurs » selon des critères fixés par celles et ceux qui nous dirigent, bien évidemment. On y évoque aussi la création d'une « Fondation hip-hop » alimentée par des fonds privés « qui réunirait les sociétés désireuses de valoriser les cultures urbaines auxquelles les Français se montrent réceptifs ». Traduction : bientôt le « Peugeot hip-hop festival » ou la « Jam Graffiti L'Oréal ». D'ailleurs, des exemples de ce type existent déjà, comme cette exposition organisée par Nissan dans une galerie parisienne, ornée de travaux de graffeurs et graffieuses, le tout pour vendre un nouveau modèle de 4x4, garé bien en évidence au milieu de l'expo. C'est d'ailleurs au sujet du graffiti que les intentions de ce rapport ministériel deviennent limpides : « l'effet négatif du tag, considéré comme une nuisance, porte préjudice aux réalisateurs de fresques ou aux graffeurs sur toile ». Tout paraît plus clair : il s'agit tout simplement de trier les bon.nes (avec qui on signera des contrats et gagnera des sous) des mauvais.es (qu'on enverra éventuellement en taule s'ils et elles se montrent trop récalcitrant.es à quitter le côté obscur).

C'est bien la même logique qui est à l'œuvre avec l'apparition du « street art », avec une double transformation : 1) artistique (langage intellectualisé d'expert.es, expositions officielles, reconnaissance qui tient plus au réseau qu'au talent, évolution dans un milieu bourgeois et branché...) 2) capitaliste (détermination de prix au sein d'un marché des œuvres, ventes aux enchères, riches collectionneurs et collectionneuses, fluctuation des côtes des artistes...). Certain.es ont bien compris, et ce depuis les années 70, que l'intérêt de quelques riches mécènes pour le graffiti pouvait représenter de grosses sommes d'argent. Mais peu arrivent à se faire une place dans le marché de l'art contemporain. On n'intègre pas une classe de privilégié.es sur simple décision. La plupart se rabattent alors sur des carrières de petit.es entrepreneur.euses, montant leur association ou leur micro-entreprise et se vendant au plus offrant en suivant des méthodes marketing dignes des vendeurs les plus pathétiques. Qu'importent les visées politiques des « client.es » : on ne parlerait que de business. En fait, on parle bien de capitalisme, un système politique fait de rapports de force. Les enjeux économiques déterminent la place à laquelle on peut prétendre au sein de la société et la légitimité de nos interventions sur l'espace public et politique. C'est ainsi que les tags sont considérés comme des nuisances alors que l'invasion publicitaire peut s'exprimer tranquillement. Tout le principe des « cultures urbaines » consiste donc à ingérer des pratiques considérées comme intéressantes mais trop épicées, les digérer à grands renforts de suc normatifs, pour enfin les régurgiter en une flaque aussi colorée que puante, mais « acceptable ».

Participation et délégation du maintien de l'ordre.

Comment fonctionne cette acceptabilité ? En ne gardant que la dimension esthétique du hip-hop (et d'autres pratiques et cultures), les marchand.es et les cultureux.ses le rendent *tolérable*. Plus rien n'est politique, et tout est potentiellement « culturel ». En d'autres termes, d'un coup de matraque magique, puisqu'invisible, il n'y a plus ni antagonismes, ni domination, ni répression. Comme si tout ça n'avait jamais existé. Comme si aucun.e rappeur.euse n'avait jamais été censuré.e. Comme si aucun.e tagueur.euse n'avait jamais été tabassé.e par les flics en garde à vue. Tout le monde devient ami.e. Tout le monde devient acteur ou actrice d'un spectacle étrange, dont la niaiserie souriante égale sans peine la pièce de théâtre de fin d'année de l'école primaire.

Mais pourquoi et comment de si nombreuses personnes se glissent sans rechigner dans les costumes ridicules qu'on leur tend ? Plus efficace que la contrainte directe, l'illusion d'être partie prenante de l'écriture du scénario fait son effet. On peut bien proposer de modifier légèrement une réplique, c'est le metteur en scène qui aura le dernier mot. On peut bien suggérer des emplacements de « murs d'expression libre » potentiels, c'est la mairie qui décidera lequel est le plus éloigné des rues piétonnes du centre-ville. L'idéologie de la « démocratie participative » dont nombre d'« acteurs » et « actrices » des « cultures urbaines » se réclament,

repose sur ce mécanisme : notre avis et notre participation « comptent », puisqu'il ne sont appelés que sur des questions secondaires et servent avant tout à nous faire adhérer à un système que nous subissons. « La Démocratie Participative s'apparente à une série d'exercices de communication dans lesquels l'enjeu réel est bien plus de signifier l'intention de faire participer que de faire participer réellement. La posture est ici beaucoup plus importante que le contenu. Avant d'être un nouvel art de gouverner, la consultation pourrait n'être qu'un nouvel art de communiquer.¹¹ » Autrement dit, du moment que les questions de fond restent posées, ou plutôt évitées, par celles et ceux qui détiennent le pouvoir, le fait de palabrer sur la forme ne pose aucun problème. Cela permet même, en dépolitisant les « débats », de désamorcer les conflits et par là, de maintenir la paix sociale. De cette manière, des kilos de bon.nes citoyen.nes tombent dans le panneau. Croyant « s'engager » pour la collectivité, ils et elles font insidieusement mais pleinement le jeu du pouvoir. L'État trouve ainsi, dans l'intermédiaire vigoureux de la « société civile », une manne de volontaires à laquelle il peut sous-traiter une partie du travail ordinairement réservé à la police : le maintien de l'ordre. Ou comment déléguer le contrôle de la population à la population elle-même...

Outro : alors, veut-on participer à ça ?

Il faut être bien aveugle ou bien privilégié.e pour considérer que la manière dont tourne ce monde est satisfaisante. Chaque jour des personnes crèvent de faim, du cancer, au boulot ou après trois mois de retraite, sous les coups de leur mari, au bout d'une corde parce que la compétition est trop dure, dans les prisons ou sous les coups de la police... Tout ça parce qu'une poignée de riches veut continuer à se vautrer dans ses bénéfices et son pouvoir.

Alors c'est vrai que dans ce cadre, la façon dont on fait un disque, l'endroit où on choisit de peindre ou la scène sur laquelle on s'engage à jouer peut paraître bien dérisoire. Mais si on pense que ce monde mérite d'être retourné de fond en comble, chaque choix est important. Concernant la manière dont nous nous exprimons, veut-on simplement (se) divertir, faire le spectacle, amuser la galerie ? Veut-on rester dans le rôle de bouffons qu'on voudra bien nous accorder ? Veut-on que nos micros, nos aérosols, nos stylos, ou tout ce qu'on voudra bien manier pour s'exprimer, ne servent qu'à assurer l'ambiance de la fête et décorer le carnage ? Ne sommes-nous pas capables de bien plus de changements, d'énergie et de créativité quand nous décidons par nous-mêmes qu'en allant s'entasser naïvement dans les cadres minuscules que les institutions veulent bien nous laisser ?

chivain, novembre 2010.

¹¹ Loïc Blondiaux, sociologue qui fait pourtant la promotion de la démocratie participative, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Seuil, 2008, cité par Jean-Pierre Garnier dans un texte intitulé *La démocratie participative entre détournement et inachèvement*, disponible notamment sur le site www.piecesetmaindoeuvre.com.

Un recueil de textes sur le graffiti, ses dérivés, et ses utilisations *politiques* à Grenoble...

CH2 croque-mort artistique : le graff se vend au Parc Mistral. (février 2005)
| Du « graffiti rebelle, no pasaran »... (oct 2005) | Graffeurs, du vandale au
vendu (juillet 2008) | CH2 : que son âme vendue repose, que ses fossoyeurs
s'insomnisent. (novembre 2009) | Affichage sauvage (mai 2010) | A480 /
Bouchayer-Viallet : A qui sont ces murs ? (mai 2010)

...et ailleurs.

Faut-il lâcher les bombes ? (Lyon, mai 2010) | Dans le Bairro Alto à
Lisbonne, un "musée éphémère" du graffiti (2010) | arNaq& aTarchie
(Angers, mai 2010) | Le feu au village (Paris, septembre 2010) | Les
cultures urbaines au secours de la paix sociale (novembre 2010)

